

# Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU

du

JOURNAL,

Rue du Porton n. 237.

HONNEUR ET PATRIE!

LE PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi et lendemain de fêtes exceptés. On souscrit au bureau du PATRIOTE, où on reçoit les annonces, lettres et avis, depuis 10 h. du matin jusqu'à 4 h. du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO.

PRIX

de

L'ABONNEMENT

3 piastres par mois.

## ALMANACH FRANÇAIS

Lundi 22. — Bataille d'Essling (Autriche), par Napoléon (1809).

Mardi 23. — Bataille de Pozerno (Allemagne), par le maréchal Bessière (1813).

LE BUREAU ET L'IMPRIMERIE du Patriote Français sont transportés, à dater du 1<sup>er</sup> mai, RUE DU PORTON, No. 237.

## MONTEVIDEO.

## AVIS A MES COMPATRIOTES

Et aux défenseurs de la liberté.

A dater de ce jour, lorsque la légion prendra les armes, il y aura un dépôt d'armes, de gibernes et de munitions, au bureau de l'État Major pour tous ceux qui, n'ayant pas pris les armes, voudraient concourir à la défense de la noble cause à laquelle nous nous sommes dévoués pour protéger nos vies, celles de nos familles et conserver un bien être acquis avec tant de peines et de travaux.

Le colonel des Volontaires Français,  
THIEBAUT.

## DES CONSEQUENCES PROBABLES DE LA LIBRE NAVIGATION DU PARANA.

(Suite et fin.)

Les avantages qui résulteraient pour la République Argentine de la libre navigation de cette seule rivière, sont immense, incalculables; car un navire à vapeur qui partirait de Buenos-

Ayres pourrait être rendu à Oran en douze jours; (peut-être même trait il jusqu'à Farja), quel stimulant ne serait-ce pas, alors, pour la culture des fertiles terres des belles provinces de Farja, de Salta et Tucuman? surtout lorsque ces mêmes provinces ont un intérêt si direct, si positif à la libre navigation de Verméjo (qui les baigne toutes les trois), pour le facile écoulement de leurs produits actuels, qui consistent principalement en riz, sucre, café, grains, indigo, cire, miel, tabac, bois de toutes sortes, écorce de tan, peaux brutes et tannées, crin, suif, bestiaux, etc.

Ces champs, d'une étonnante fertilité, ces véritables mines qui se rencontrent à la surface de la terre, fomenteraient largement la propagation du genre humain, tandis que celles qu'on recherche avec avidité dans les entrailles de la terre, détruisent l'homme et dépeuplent le pays; mais, à l'heure qu'il est, ces trésors sont abandonnés, non par le manque de bras; car il y a dans ces provinces reculées bon nombre d'Indiens robustes qui viennent d'eux-mêmes, du Chaco, travailler comme journaliers, pour un modique salaire, mais par d'autres causes qu'il serait trop long d'énumérer ici et dont la principale est le manque de débouchés.

Le territoire du Paraguay, encore si peu connu, est capable de fournir à lui seul une quantité énorme de productions des tropiques, indépendamment des importants articles qui lui sont propres et qu'il fournirait en abondance, tels que l'herbe maté, le maïs, le coton, les bois de construction et les cuirs.

Nous pouvons affirmer aux incrédules qu'il ne manquera pas de se présenter des spéculateurs, soit ici, soit ailleurs, pour des entreprises qui promettent d'aussi grands bénéfices, dès que chacun se trouvera protégé dans sa personne et dans ses biens; dès que tout le monde pourra circuler librement sans être victime du caprice de cette multitude de petits tyrans qui se sont habitués à regarder chaque homme qui tombe dans la sphère de leur pouvoir comme un de leurs esclaves, ni plus ni moins, et se déclarent, en conséquence, maîtres absolus de ses

biens et de sa fortune, sans autre forme de procès.

C'est alors que l'on verra bientôt nos fleuves et nos rivières, jusqu'ici abandonnés et encore trop peu explorés, sillonnés, vivifiés par un commerce actif, et tout cela avec le secours de la vapeur!

C'est alors, aussi, que les terrains, principalement ceux qui sont situés sur le bord des rivières navigables, acquerront une valeur jusqu'ici inconnue, par suite de la prompte et facile communication qui se sera établie avec les ports de mer. Il est pour nous hors de doute que les commerçants de l'Assomption (la capitale du Paraguay), pourraient faire leurs affaires en moins de temps que les négocians de San Nicolas-de-los-Arroyos (1) n'en mettent aujourd'hui pour le même objet.

Les distances se trouvant ainsi rapprochées par la vélocité des moyens de transports, ces deux villes (l'Assomption et Buenos-Ayres), se regarderaient désormais comme voisines, et elles établiraient leurs relations en conséquence. Quel pas immense n'aurait-on pas fait vers la civilisation! Et combien cette pacifique révolution ne contribuerait-elle pas à extirper les haines provinciales, à les convertir en un mutuel échange de témoignages de respect et d'affection!

Il serait également de l'intérêt du Brésil de signaler un ou plusieurs ports dans la capitainerie de Matogrosso, sur la rivière Paraguay, par lesquels on pût extraire avec facilité les produits de cette grande province, qui, dans le cas contraire, resteraient sans valeur, en même temps que ses terres demeureraient désertes et sans prix. Mais nous croyons qu'on peut raisonnablement se flatter de voir le gouvernement brésilien s'occuper activement de protéger cette entreprise qui est toute dans ses intérêts, comme dans ceux de la civilisation (2)

(1) Petite ville de la province de Buenos-Ayres, sur le Parana, près de la frontière de Santa-Fé.

(2) La lumineuse discussion qui a eu lieu dans la chambre des Députés du Brésil, le 9 mars dernier, à l'occasion de la motion de M. Carvalho sur l'état des négociations encore pendantes avec le Paraguay et la

## FEUILLETON.

## MYSTERES DE PARIS.

Savez-vous ce qu'ils sont, les *Mystères de Paris*?

Duels à la fourchette, amours à mille francs par mois, fautes mariées, ruptures éclatantes, paris non payés, fortunes honteuses, courses sans vitesse, chasses malheureuses, théâtres qui se ruinent, actrices qui ruinent les fils et les vieillards de famille, croix obtenues, arrangements politiques, capitulations de conscience, les voilà, les *Mystères de Paris*. Si vous étiez discrets, nous pourrions en causer quelquefois avec vous. Vous sauriez tout; mais il faudrait à nos indiscretions une double, une triple gaze; nous ne procéderions que par initiales, quelquefois même nous n'aurions pas le courage de l'initiale. Devinez si vous pouvez.

Essayons un peu :

En jour de la semaine dernière, Mme de Contades se montrait d'ennui sous le feu des galanteries d'un long diplomate prussien.

De grâce, dit-elle tout bas à M. Mérimée, de grâce délivrez-moi de cet homme.

Dans cinq minutes, madame, il n'ennuiera plus que les passans dans la rue.

Et de sa plus douce voix, de sa plus spirituelle causerie, M. Mérimée, se met à baffouer le dernier voyage de Sa Majesté de Prusse. A la première phrase, le diplomate avait gagné la porte à pas de loup; à la seconde, il avait disparu: c'est que la poitrine de Frédéric-Guillaume à une oreille à Berlin et une oreille à Paris.

Mme de Contades rit de tout son cœur de l'heureux expédient employé par son sauveur. Elle lui serra la main et lui dit: "Vous êtes un homme charmant." M. Mérimée était assez récompensé.

Une duchesse de la nouvelle cour, jeune, jolie blonde, admirablement faite, lisait une lettre. Est-il rien de plus innocent! Survient son duc, qui, en sa qualité de mari, trouve la chose moins plaisante. D'une main il saisit la lettre et de l'autre il soufflette sa femme. "Merci, monsieur le duc, merci de votre soufflet," lui dit-elle froidement; "je me cachais, à l'avenir je ne tte cacherais plus."

Tout Paris connaît ce Moscovite millionnaire à paysans, mines, roubles et porphyre qui aimait à coups de cravaches la charmante creature qui s'est perdue pour lui. Jadis notre Moscovite s'intitulait comte.

Au cercle de l'Union, cercle aristocratique, gourmé; où l'on joue à la politique, où l'on fait du whist et où l'on dit bourgeoisement comme ailleurs, sur la liste des dîneurs se pavait un jour le nom du Moscovite escorté de son titre de comte. Un secrétaire de l'ambassade, homme d'esprit et de courage, tout Russe et

En ajoutant à tout ce que nous avons déjà énuméré les productions de cette dernière province, c'est-à-dire, le bétail, les bois et métaux, auxquels il faut ajouter les terres qui appartiennent à la nation, ne devons-nous pas reconnaître et confesser que la Providence a destiné ces républiques à être les plus fortunées du monde, et que, si elles ne le sont pas, leurs habitants ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes et non à la sagesse divine?

En effet, que manque-t-il à ces peuples favorisés de la nature pour marcher d'un pas ferme vers les hautes destinées qui leurs sont préparées, pour devenir, enfin, les nations les plus riches de la terre? Il ne leur faut que s'entendre les uns avec les autres, et entrer avec sincérité dans un pacte de fraternelle union, dans une vraie communauté d'intérêts.

Ces peuples doivent beaucoup attendre de l'activité et du caractère entreprenant de leurs frères de l'Amérique du Nord, qui connaissent mieux qu'aucune autre nation la construction des bateaux à vapeur la plus favorable au transports des cargaisons lourdes ou encombrantes sur les rivières (tous ceux qui ont navigué sur le Mississipi ne le nieront pas) et il faut observer que l'on trouve du bois sur cette rivière avec la même abondance que sur le Mississipi.

Les intérêts de la République de Bolivie, nous l'avons démontré, sont identiquement les mêmes que ceux de la République Argentine, puisque chacune de ces provinces a, individuellement, un motif puissant de désirer ardemment la libre et prompt navigation du Parana et du Paraguay.

Ce grand point obtenu, le commerce du Brésil, qui absorbe actuellement une grande partie du numéraire de Buenos-Ayres, pour deux productions coloniales que les Argentins finiront par exporter eux-mêmes, tournerait alors à l'avantage de ces derniers, et cette République pourrait, en peu d'années, avoir une rente assez forte pour éteindre sa dette nationale.

C'est alors, aussi, que l'attention de ses législateurs se reporterait sur des améliorations intérieures également urgentes et dont les ramifications sont infinies, mais dont l'exécution ne peut être que l'œuvre d'un congrès national; comme, par exemple: la construction

République Argentine, témoigne assez du vif intérêt que le Brésil attache à la solution de cette importante question. On peut donc beaucoup attendre de la persévérance et de la fermeté du gouvernement Impérial, qui peut, seul, dans les circonstances actuelles, forcer Rosas à reconnaître à l'égard de la libre navigation du Parana, la validité des principes internationaux qui ont présidé à la rédaction de l'acte du congrès de Vienne relatif à la navigation du Rhin et d'autres rivières qui dans leurs cours navigables séparent ou traversent différents Etats.

(Note du traducteur.)

tout diplomate qu'il est, trouva la prétention infiniment trop prolongée; il raya le titre, et au-dessous de la signature de son compatriote il écrivit: effacé le mot comte.

Baron de M... m.

Que fit le Moscovite? Se fâcha-t-il? Il partit pour la Toscane, où les titres et les poëmes de terre sont pour rien. Depuis il est revenu avec un titre de prince qui lui appartient bien, car il l'a payé 50 francs.

.. Le comte Frédéric de C... et la marquise de L... s'adoraient, mais en tout bien tout honneur. Passionnée, romanesques comme on ne l'est plus à dix-huit ans, la marquise reculait devant l'inconnu d'un amour coupable et partagé; elle voulait s'enfuir en Italie, en Suisse, en Chine. Quelle innocence!

Au jour convenu, une berlinoise attelée de quatre chevaux de poste reçut les deux fugitifs.

A Melun on déjeuna; on s'appela Frédéric, Adèle,

d'un chemin de fer de Cordova au Rio-Perce-ro; car, dans ces derniers temps, tout le monde s'est convaincu qu'un chemin de fer, même sous le rapport de la célérité, est préférable à un canal naturel ou artificiel; que, avec des charriots construits tout exprès pour ces sortes de chemins, on transporte les marchandises les plus lourdes avec autant et même plus de facilité que sur un canal, et qu'en outre les frais de construction et d'entretien des chemins de fer sont, en définitive, beaucoup moins élevés: Si l'on a fait ce calcul dans les pays montagneux, que sera-ce dans notre République, où, généralement parlant, les terrains sont peu accidentés? Quel bien n'en résulterait-il pas pour la province de Cordova en particulier: combien un pareil travail ne favoriserait-il pas l'extraction du sel, du plomb, du fer et des autres produits naturels dont cette province abonde, et qui, faute de débouchés, de moyens d'expédition, restent aujourd'hui ignorés et sans valeur. Cet important auxiliaire faciliterait également l'extraction d'une foule de productions de l'intérieur qui se trouvent aujourd'hui grêvées de frais énormes par suite de leur transport par la voie lente et ruineuse des pesantes charrettes du pays.

Il n'y a pas une seule province de la République Argentine à laquelle la construction des chemins de fer ne puisse être appliquée avec un immense avantage; mais ces grandes améliorations, dans un pays aussi peu peuplé que celui-ci, ne peuvent être réalisées que par la main prodigieuse de la nation entière, et non par celle des particuliers comme dans d'autres Etats.

Enfin, il est une dernière considération qui doit fixer à un haut point notre attention, c'est que la navigation d'un si grand nombre de fleuves et de rivières serait une pépinière pour la marine argentine, qui est en creux à créer.

FIN.

LE GÉNÉRAL DES VOLONTAIRES FRANÇAIS.

L'inspection des armées, passée Dimanche par le Colonel des Volontaires Français, a été complètement satisfaisante. 2500 hommes étaient présents sur la place de la Mairie; 300 étaient de piquet. Presque tous avaient pu revêtir l'uniforme: les drapeaux étaient nettes et brillantes. A jeudi probablement, la bénédiction du Drapeau.

NOUVELLES DU SOIR.

—M. le Président Suarez a reçu aujourd'hui des communications importantes du général Rivera; elles reproduisent les nouvelles contenues dans le dernier bulletin, sauf quelques détails.

—Nous apprenons qu'hier le vaillant colonel Garibaldi s'est dirigé sur la punta de Carretas, qu'il a débarqué à la grainerie de Ocar, et qu'il a échangé une vive fusillade avec des for-

par distraction; on but dans le même verre, toujours par distraction; on se tutoya. Le repas fut délicieux.

Au moment de partir, les chevaux avaient la tête tournée du côté de Paris. Sur un signe de la marquise ils allèrent faire volte-face.

— Un instant, s'écrie Frédéric, en prenant la marquise à part. Adèle, si nous suivions le conseil que nous donnent ces chevaux, si nous retournions à Paris.

— A Paris?... Ai-je bien entendu?... Mais, Frédéric, ce que vous dites-là est affreux.

— C'est affreux, mais c'est sage.

— Ah! ma lettre, ma lettre!... Ai-je l'avais encore!

— Votre lettre... la volée!

Et Frédéric tira de sa poche une lettre où la marquise avait à son mari son air, sa suite, ses remords, sa douleur, admirable pathos d'un cœur du faubourg Saint-Germain. Un homme prudent il l'avait confisquée jusqu'à nouvel ordre.

Sans mot dire la marquise prit la lettre et monta en

berline. Il a pris deux chaloupes et un canot.

— Le *Constitucional* contient quelques détails sur les massacres de las Minas: des Basques Français ont été égorgés.

Nous avons été favorisés de l'extrait d'une lettre de M. le colonel Sotelo, en date du 9; ainsi conçue:

Nous avons une immense cavalerie, c'est à dire plus de 6000 hommes, et l'on peut dire cavalerie bien choisie, bien armée, et disciplinée d'une manière satisfaisante. Les chefs, officiers et soldats désirent la bataille, certains que l'ennemi ne saurait vaincre nos soldats de cavalerie. Les troupes de Santa-Fé de las Bóvedas que j'ai soit au mieux, et l'on peut en toute confiance les présenter à la bataille. Le général a plus de 45,000 chevaux et est en état de les harceler toute cette campagne et l'année prochaine. Enfin, j'aimerais que nos compatriotes vissent nos chevaux de réserve et nos bestiaux qui sont extrêmement gras.

— On écrit de Buenos-Ayres que le chef de police Victorica, avec deux commissaires et trente sénes, sont allés au port pour un autre point de l'état. Il court le bruit qu'il va faire quelque exécution en personne sur les personnes résidentes en d'autres lieux occupés par les troupes de Rosas. Quel hommage à l'autorité indépendante du président légal!

Nous apprenons par une lettre particulière que M. de Lisseis, malgré l'information erronée du *Século*, se prépare à venir à Montevideo. Puisse notre consul général partir longuement; M. Pichon pourrait, ce nous semble, prendre passage sur la *Gloire*; Que cette frégate serait fière de porter M. Pichon et sa fortune, et quelle fortune!!

Monsieur Gelas, secrétaire de la commission de santé.

Monsieur le secrétaire de la commission de santé,

J'ai accepté avec plaisir l'emploi qu'à bien voulu me confier l'honorable commission pour la formation de l'hôpital. La légion devant sortir, je viens vous faire part de mon intention, déjà manifestée à notre digne colonel, de rentrer dans les rangs et partager les périls de mes amis et compagnons d'armes. Vous voudrez donc bien, monsieur, faire part de la démission que j'offre aujourd'hui.

Veuillez, monsieur, accepter l'assurance de ma considération distinguée.

BAURIN.

Montevideo, le 22 mai 1843.

SALON DU JARDIN.

A l'occasion de la bénédiction de notre Drapeau, un bal aura lieu Jeudi prochain, 25

berline.

Les deux amans ne se sont jamais réparés: leur amour n'avait duré que onze lieues et un déjeuner.

Depuis quelques jours M. le préfet de la Dordogne est à Paris. Le lendemain de son arrivée il s'est présenté chez son ami Montalivet, et un genou en terre, l'épée au côté, sa croix à la boutonnière, il lui a offert les premières truffes de l'année.

C'est une plaisanterie que M. Romieu renouvelle tous les ans et dont se trouve fort honoré le palais du gros Camille. Cette burlesque cérémonie fait pâmer de joie M. l'intendant de la Liste-civile. Il relève son féal sujet, il le serre dans ses bras, il l'embrasse, envoie les truffes à la cuisine, et quelquefois M. Romieu a un poste plus important.

Cette année les truffes sont excellentes, et la préfecture de Caen est vacante.

(Charibaxi.)

Mai, chez MM. Galley et Goilfi. Nos compatriotes saisis avec empressement cette occasion de manifester, à la veille d'une bataille, cette gaie française qui rit en face du feu. Nos ennemis comprendront qu'il n'y a jamais eu dans nos cours que de la joie et de l'espérance, et que nous méprisons trop leurs menaces pour nous en préoccuper.

A Joudi donc, réunion complète; et préludons par le plaisir à la conquête de la civilisation.

Le bal sera dirigé par M. Bourgoïn, lieutenant adjoint à l'Etat Major.

Prix d'entrée, demi-patacon.

*Nota*—Les dames qui n'auront pas de carte d'invitation ne seront pas admises, on pourra s'en procurer à l'Etat Major.

Le Times assure que, par l'entremise de l'Angleterre, le différend de Barcelone pourra s'arranger à l'amiable, M. Lessops devant être nommé à un poste supérieur à celui qu'il occupe. Un correspondant de Paris de la *Gazette d'Augsbourg* lui annonce qu'un courrier expédié le 2 à M. de Glücksberg l'autorise à donner cette nouvelle à M. le comte d'Almodovar. Il avait d'abord été question, selon la *Gazette d'Augsbourg*, de nommer M. Lessops *et* *chancelier général de Montevideo*, mais un député influent ayant demandé ce poste pour un de ses amis, M. Lessops serait envoyé à Gênes. C'est là l'arrangement que nous procure l'amitié de l'Angleterre, on doit donc être qu'il n'est pas glorieux. (Siècle.)

Les ministres de France et d'Angleterre près la République Argentine ont offert la médiation de leurs gouvernements pour rétablir la paix entre Buenos-Ayres et Montevideo. La proposition a été soumise à la chambre des représentants de Buenos-Ayres, qui l'a rejetée péremptoirement. A la suite de ce rejet, M. Mandeville, ministre anglais, a écrit que son gouvernement aviserait d'autres moyens de rétablir la paix et de protéger ses nationaux. Le ministre de France a fait remettre une lettre absolument semblable. Ceci se passait vers la fin de novembre 1842. Le 6 décembre, une bataille décisive a été livrée à Arroyo-Grande, pays d'Entre-Rios. Les Montevideos, complètement défaits, auront peine, dit-on, à protéger leur ville. A cette nouvelle, M. Mandeville, toujours de concert avec le ministre français, a écrit au gouvernement de Rosas pour demander la cessation immédiate des hostilités et la rentrée des troupes sur leurs territoires respectifs. Cette demande sera rejetée comme les précédentes, il n'en faut pas douter, et tout annonce qu'on en sera réduit à l'emploi de moyens coercitifs contre Buenos-Ayres, extrémité doublement dangereuse, l'irritation des sicaires de Rosas contre les étrangers étant telle qu'on doit s'attendre à des attentats sur les résidents anglais et français, si les hostilités éclatent.

Nous avions prévu ce résultat dès que nous avons eu connaissance du traité signé par l'amiral Mackay. Les gens de Buenos-Ayres se croient inexpugnables, invincibles, depuis qu'en 1812 ils ont repoussé une expédition anglaise. Ils ne rentreront dans la modération qu'après avoir senti le poids des armes européennes. C'est un malheur d'autant plus grand que le pays est difficile, et que pour y porter la guerre avec succès il faudra construire une flotte spéciale. Nous désirons ardemment nous tromper; mais rien jusqu'à présent n'est de nature à modifier l'opinion que Buenos-Ayres ne cédera que devant des faits de guerre. (Siècle.)

AVIS.

Les Dames Françaises, qui se sont occupées de la souscription pour l'Hôpital, désireraient que, pour diminuer les fatigues auxquelles elles se sont généreusement soumise, une souscription à domicile fut ouverte chez l'une d'elles.

C'est pour ce motif qu'une souscription est ouverte chez Mme. Viglezzi, rue San Gabriel, n. 127 et 129.

FRANCE.

(Paris 16 de janvier.)

(Suite et fin.)

Quoique pénétré des difficultés infinies de la question, je ne me suis pas borné à critiquer le plan suivi

en Afrique. Quelque méfiance que j'aie dans mes propres vues, j'ai dû les proposer. Je les résume en quelques mots.

J'ai toujours cru que la question de notre établissement en Afrique serait résolue le jour où nous aurions groupé autour d'Alger, et établi sur le sol une population agricole, suffisante pour faire vivre du produit de ses travaux la ville et l'armée, et rendre ainsi les soldats et les colons indépendans du marché arabe et des secours de la France. Il est évident que là est le cœur de la question. Tant que ceci ne sera pas accompli, l'existence de la colonie et notre empire sur elle sont plus ou moins subordonnés au premier incident qui, en troublant la paix de l'Europe, peut amener une croisière anglaise devant le port d'Alger et soulever les populations indigènes averties de notre péril. C'est donc à établir cette population agricole en Afrique, à l'y appeler, à l'y enraciner le plus rapidement possible que doivent tendre tous les efforts. Ceci n'est pas une chose utile seulement, c'est une chose nécessaire, urgente. Quelqu'effort que l'on fasse, quelque hâte que l'on mette, ira-t-on assez vite aura-t-on le temps? Je ne sais; c'est le secret d'un avenir sombre et voilé à tous les yeux. Mais que du moins on n'ait pas à se reprocher d'irremédiables retards.

Je comprends bien que la guerre reste toujours l'affaire capitale, essentielle, non comme but, mais comme moyen. Il est bien clair qu'il n'y a pas à coloniser là où la guerre sévit. Mais le succès de nos armées a déjà porté loin d'Alger le théâtre de la guerre; et pendant qu'on fait la guerre là où elle existe, je crois que l'on ne fait pas tout ce que l'on pourrait faire pour coloniser là où la guerre n'est pas.

Je reconnais la nécessité de frapper l'ennemi partout où il se montre et où l'on peut l'atteindre. Il importe sans doute, et je le reconnais, de ne pas laisser se former à côté de nous un peuple hostile et une société ennemie. Mais je ne sais si on sent assez vivement la nécessité encore plus pressante d'installer sur le territoire dont nous sommes maîtres cette population européenne dans laquelle, en dépit de tous les triomphes militaires et de toutes les soumissions, notre établissement en Afrique sera fragile et précaire. C'est sur ce point qu'il me paraît qu'on ne fait pas en Afrique tout ce qui serait à faire. Je n'ai pas dit qu'on ne faisait rien pour préparer la colonisation, mais j'ai soutenu qu'on faisait trop peu ou mal. J'ai dit qu'on employait des moyens peu efficaces, tels que le transport gratuit des colons en Afrique, et des moyens jugés mauvais, tels que les colonies militaires de M. le général Bugeaud; j'ai dit encore qu'on apportait dans l'emploi des moyens une faible mobilité, et en preuve j'ai cité l'entreprise, entreprise à moitié exécutée et abandonnée. Je n'ai point blâmé l'emploi de l'armée aux travaux préparatoires de la colonisation: il est évident qu'à l'heure qu'il est l'armée seule peut les faire, et qu'en les faisant elle rend au pays un immense service; mais j'ai dit que ces travaux si pénibles pourraient être l'œuvre d'entreprises particulières, si le gouverneur de la société en Afrique était placé dans d'autres conditions.

J'ai reconnu tout d'abord, et il faudrait être insensé pour ne pas reconnaître qu'en Afrique la première garantie pour la population européenne vient de l'armée, dont je n'ai jamais médié, et dont nul ne m'entendrait jamais calomnier l'héroïsme et le désintéressement. Il est bien clair qu'il ne peut pas y avoir de colonisation sans sécurité, ni de sécurité sans l'armée, qui est et sera longtemps en Afrique le seul boucher des populations civiles. Mais j'ai ajouté que pour que la colonisation s'exécute, c'est-à-dire pour qu'un courant sérieux d'émigration s'établisse d'Europe en Algérie, il fallait autre chose que la protection de l'armée, qu'à côté de l'action matérielle de celle-ci, il fallait aussi une protection morale, qu'il ne s'agissait point sans doute de transporter en Afrique les corps des lois françaises; mais, en tenant compte des différences de mœurs, de peuples et de lieux, de créer un commencement de société régulière, où il y eût quelque sûreté pour les personnes et pour les propriétés; en un mot, d'assurer aux émigrants la double protection de la force et du droit; la première offerte par l'armée, la seconde par quelques institutions.

J'ai exprimé l'opinion qui chaque jour est chez moi plus profonde, qu'il n'arrivera des populations européennes en Algérie; que si on y établit un régime qui les attire; et comme il est urgent de les attirer, il me paraît urgent d'employer le moyen duquel leur venue dépend. A la vérité, quelques personnes croient impossible d'établir en Algérie deux régimes différens, l'un tout militaire, et l'autre fondé sur des institutions civiles, et comme la guerre dure encore dans une partie de l'Afrique et que là où sévit la guerre, il n'y a de possible que le régime militaire pur et simple, on en conclut que ce

régime est le seul praticable dans tout le reste de l'Afrique. Cependant de très bons esprits pensent, et tel est aussi mon sentiment, qu'en même temps que la dictature militaire serait maintenue partout où la guerre est en vigueur, il serait très facile d'établir à Alger et dans les environs qui, grâce aux succès de nos armées, sont déjà loin du théâtre de la guerre, un système de gouvernement, qui ne fût point purement arbitraire, et qui offrît aux colons quelque sérieuse garantie.

Ce n'est point ici le lieu de renouveler le débat entre le système du gouvernement civil et le régime militaire. Je rappellerai seulement l'opinion que j'ai exprimée et qui, chez moi ne tend qu'à s'affermir; à savoir que les charges de la colonisation seront tout à la fois lourdes et à peu près stériles tant qu'elle se fera par les seuls capitans de l'état; que les entreprises de la colonisation ne seront fécondes que le jour où des capitaux particuliers s'y engageront; et que les capitaux privés ne viendront pas en Afrique aussi longtemps qu'y dominera partout le régime militaire. La dessus, M. le général Bugeaud me répond qu'on est beaucoup plus libre à Alger qu'à Paris, où il y a des émeutes. D'où l'on peut induire qu'aux yeux de M. le général Bugeaud, ce sera un véritable progrès lorsqu'on importera à Paris le régime libéral qui est en vigueur à Alger.

A cela je n'ai rien à répliquer. Je ne ferai point à mon pays, qui, Dieu merci, est encore un pays libre, l'injure de discuter sérieusement la comparaison que l'on prétend établir entre lui et une colonie où il n'est pas de citoyen, pas même de magistrat, qui ne puisse être expulsé du territoire sous le bon plaisir du chef militaire, et où il n'existe pas un seul propriétaire qui n'ait été dépouillé de son champ ou de sa maison sans indemnité préalable et sans recours possible à la justice.

GUSTAVE DE BEAUMONT.

NOUVELLES DIVERSES.

Le duc Ferdinand de Saxe-Cobourg ne viendra à Paris avec son fils Auguste, fiancé de la princesse Clémentine, et son fils cadet Léopold, qu'au mois de février prochain. Le jeune couple restera quelques années à Paris. Le palais que le prince et la princesse occuperont à Vienne ne sera achevé qu'en 1843.

La commission de l'adresse de la chambre des députés s'est fait remettre l'état des croiseurs français sur la côte d'Afrique, depuis la signature des traités des 1831 et 1833, ainsi que celui des visites qu'ils avaient faites, il a été remarqué qu'il y a eu à peine un ou deux bâtimens de commerce anglais visités par des bâtimens de la marine française.

On était encore à Toulon, le 17, sans nouvelles du paquebot parti de l'Alger, et à Marseille, on ne savait rien, à la même date, du paquebot l'Eurotas, qui a maintenant huit jour de retard.

Voici ce qu'on nous écrit de Toulon, le 17:

M. le contre-amiral baron de La Suse se dispose à partir pour Paris.

Le grand steamer le *Gassendi*, commandé par M. Berard, capitaine de corvette, va recevoir l'ordre de se disposer promptement à gagner de large, pour aller remplir une mission pressée. Ce bâtiment vient de prendre sa patente de santé, et il s'attend plus que la remise des dépêches annoncées pour lever l'ancre. Sa destination n'est pas connue d'une manière positive, mais on assure qu'il doit faire route pour Barcelone, où les événemens auraient pris de nouveau une tournure grave.

La corvette de charge l'*Indienne* et la goélette la *Mésange* pressent leurs réparations. Ces bâtimens doivent partir sous peu pour le Sénégal. Il paraît certain, ainsi que l'ont annoncé quelques journaux, que le gouvernement a l'intention d'augmenter le nombre de nos croiseurs sur les côtes occidentales d'Afrique. Le port de Toulon expédiera, dit-on, trois bâtimens dans ces parages.

On presse beaucoup l'armement de la frégate l'*Uranie*; dimanche dernier, les ateliers du port ont travaillé pour ce bâtiment, qui ira prochainement en rade. M. le capitaine de vaisseau Brossat, nommé au commandement des *Illes Marquises*, est attendu demain à Toulon. Cet officier supérieur doit monter la frégate l'*Uranie*, à bord de laquelle prendront passage divers employés de la marine. M. l'ingénieur Marielle a reçu l'ordre d'embarquer aussi sur ce navire pour aller continuer ses services dans notre nouvelle possession.

